

50 ans de gains de productivité : quelle répartition ?

note [hussonet](#) n°44, 27 août 2012

Les gains de productivité horaire du travail mesurent l'augmentation du volume de biens et services produit par heure travaillée. Leurs principaux usages sont les suivants :

1. augmentation du salaire réel moyen
2. réduction de la durée du travail
3. augmentation ou baisse de la part des profits

Le tableau ci-dessous décrit cette répartition pour l'économie française, pour différentes périodes pour lesquelles sont donnés les taux de croissance annuels moyens. Une baisse de la durée du travail apparaît avec un signe positif, puisqu'il s'agit d'un usage des gains de productivité. Dans la ligne part des profits, le taux de croissance est en fait celui de la part des salaires avec le signe inversé.

	1960-1974 (14 ans) fordisme	1974-1982 (8 ans) récession	1982-1989 (7ans) compression salariale	1989-2007 (18 ans) néolibéralisme	2007-2012 (5 ans) crise
productivité horaire	5,0	2,1	2,1	1,3	0,1
salaire	3,9	1,7	-0,1	0,5	0,8
durée du travail	0,9	1,2	0,4	0,6	0,1
part des profits	0,1	-0,8	1,7	0,2	-0,9

1960-1974 : le fordisme

durant cette période d'expansion, la productivité horaire du travail augmente très rapidement : 5 % par an. Ces gains de productivité sont consacrés à la progression du salaire (en y incluant les cotisations sociales, autrement dit le salaire socialisé) qui progresse de 3,9 % par an. La durée du travail baisse de 0,9 %. Enfin la part des profits reste à peu près constante (+ 0,1 %).

1974-1982 : la récession

La double récession généralisée (1974-75et 1980-1981) s'accompagne d'un recul des gains de productivité, qui n'augmentent plus que de 2,1 % par an. La progression du salaire ralentit (+ 1,7 %) mais la durée du travail baisse fortement (de 1,2 %), de telle sorte que la part des profits recule fortement, de 0,8 % par an.

1982-1989 : la compression salariale

Les gains de productivité continuent à progresser au même rythme de 2,1 % mais la part des profits augmente brutalement (+ 1,7 % par an) moyennant un gel des salaires (- 0,1 %) et une moindre baisse de la durée du travail (- 0,4 %).

1989-2007 : le capitalisme néolibéral

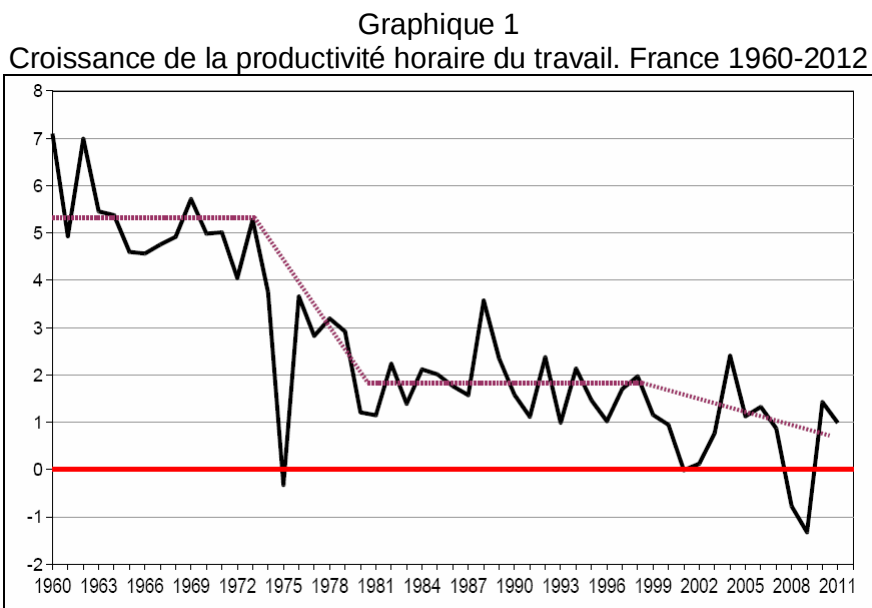
Il trouve son rythme de croisière avec des gains de productivité médiocres (+ 1,3 %). Mais la moindre progression des salaires (+ 0,5 %) et un rythme de réduction du travail modéré (- 0,6 %) permettent à la part des profits de progresser de 0,2 % par an.

2007-2012 : la crise

la période de crise se traduit par des gains de productivité à peu près nuls (+ 0,1 %) et une quasi-stabilisation de la durée du travail (-0,1 % par an). Mais les salaires continuent à progresser de 0,8 % par an, de telle sorte que la part des profits recule nettement, de 0,9 % par an.

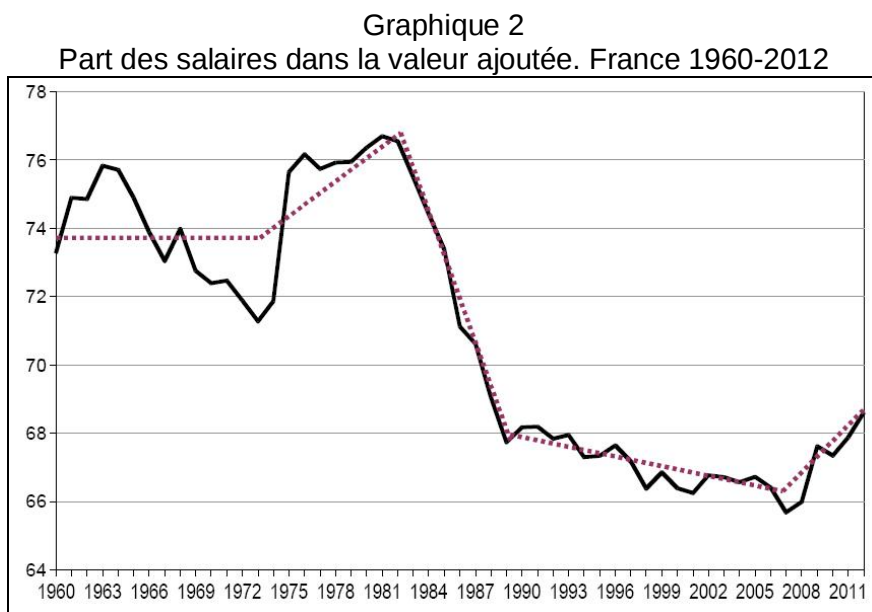
Ce rapide survol conduit à deux conclusions.

A long terme, on assiste à un ralentissement (par paliers) de la productivité du travail. La coupure apparaît avec la récession de 1974-1975, qui manifeste l'épuisement des gains de productivité très élevés de la période fordiste (voir graphique 1).



Le capitalisme néolibéral réussit alors cette prouesse, en France comme dans la plupart des pays capitalistes européens : faire baisser ou maintenir la part des salaires à un niveau historiquement bas, autrement dit garantir une rentabilité du capital élevée, malgré des gains de productivité en perte de vitesse.

A court terme, la crise a fait chuter la productivité du travail et - dans la mesure où le salaire n'a pas été freiné dans la même proportion - la profitabilité. La part des salaires augmente et dégrade la rentabilité (graphique 2).



Les politiques d'austérité actuelles ne visent pas seulement à réduire les déficits publics. Leur objectif est aussi de restaurer le taux de profit.